

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

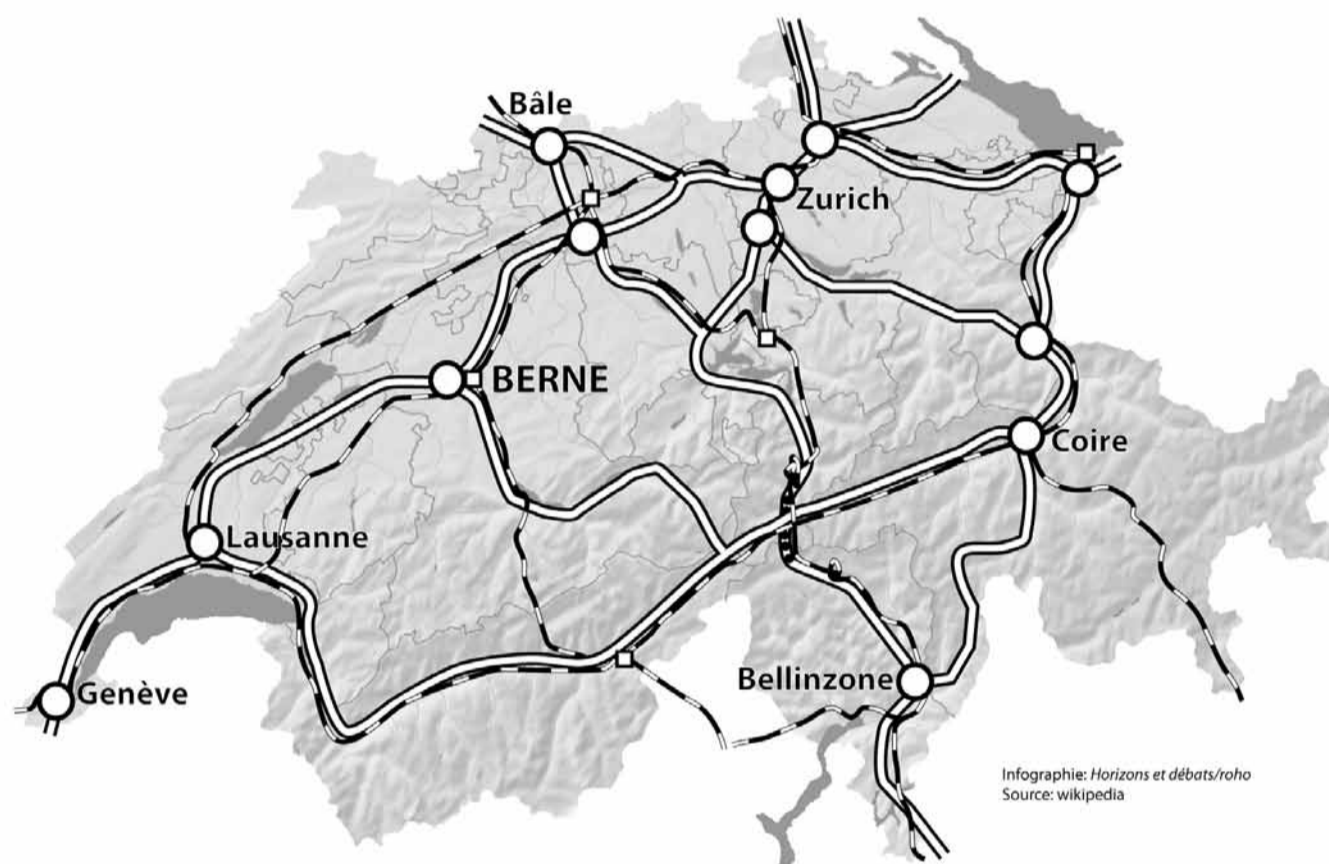
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le danger extérieur le plus menaçant est la guerre économique

L'UE en faillite veut faire chanter la Suisse

par Franz Betschon, docteur ès sciences, ancien colonel d'état-major



Infographie: Horizons et débats/roho
Source: wikipedia

Dans la première partie du Livre noir du «groupement Giardino», que «Horizons et débats» avait publié in extenso dans son édition n° 21 du 30 mai 2011 (cf. aussi l'encadré ci-dessous), on mentionne la guerre économique qui pourrait déborder sur la Suisse.

La *Weltwoche*, dans son numéro 42/2011, p. 60 sq, a publié une interview avec l'ancien président de la *Banque nationale suisse* (BNS) Jean-Pierre Roth. Ces derniers jours précisément, un (nouveau) sommet de l'UE a péniblement trouvé son aboutissement qui a été célébré comme une percée. La chancelière allemande a certainement raison, quand elle met au même plan un échec de l'union monétaire et un échec de l'Europe, tout en y voyant un grand danger pour la paix.

Plusieurs semaines après l'interview de Roth, la situation a déjà évolué à grands pas. Les hurlements et les grincements de dents

Nous renvoyons une fois de plus au chapitre 4 de la première partie de ce Livre noir: «L'évolution de la sécurité extérieure de la Suisse» qui, à la lumière d'une guerre économique violente déjà éclatée et d'une lutte mondiale pour les ressources, déduit que dans un continent européen dont les armements sont réduits la probabilité d'affrontements militaires se renforce. Si ce n'est avec la participation directe des Européens, du moins sur le sol européen et avec la présentation de la facture à l'Europe. Une Suisse désarmée peut pour le moins être forcée à participer aux frais et à abandonner son bien-être.

Source: Livre noir 2 du «groupement Giardino» – Armée suisse 2011
www.gruppe-giardino.ch

règnent parmi les responsables de l'UE, et tous les membres de l'UE sont certainement en train d'imaginer l'inimaginable et de se demander où diable on pourrait encore trouver de l'argent?

Roth dit entre autres ceci:

- «Les politiciens ne veulent pas entendre la vérité» (ça pourrait aussi s'appliquer à la politique de sécurité suisse!)
- «Ces prochaines années, nous serons très fortement exposés aux menaces de l'UE. L'UE compte 350 millions de personnes; nous ne sommes que 7 millions et en plus nous occupons le centre géographique de l'UE. Comme nous sommes relativement forts, il va de soi que les autres chercheront à se procurer notre argent. Nous ne sommes pas aimés. C'est ça la réalité.»
- C'est ce que Konrad Hummler appelait, il y a déjà trois ans et demi, la «lutte pour sauvegarder les acquis» (*Livre noir, première partie*, p. 7).
- «La réalité, c'est que le protectionnisme augmente et avec lui la discrimination de la Suisse» (ou pourrait aussi appeler ça «le droit du plus fort»).
- «Nous sommes petits. Les menaces et la pression vont augmenter, nous devons nous y faire à l'avenir. Plus les problèmes financiers de nos voisins s'aggraveront, plus la pression augmentera.» (Et ces problèmes aboutiront à l'auto-étrangement s'il n'y a pas un miracle.)
- Que l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont décidé avec la Suisse d'une retenue à la source sur les revenus financiers, un accord bilatéral donc, «est pour moi un signe qu'ils veulent urgemment voir de l'argent» [...] «Les Américains aussi veulent voir de l'argent».

Ce ne sont pas de sombres prophéties, semblables aux prévisions de *Giardino* d'il y a une année (lors de la rédaction du *Livre noir, première partie*). Chacun peut les lire lui-même dans la presse quotidienne. Elles seront, comme d'habitude, prochainement répétées par un membre quelconque du

DDPS comme résultat de leur propre évaluation de la situation. Donc j'en rajoute encore une couche. Nous ne savons pas exactement ce qui a été rajouté aux décisions prises à Bruxelles le 26 octobre. Supposition: c'est une lettre sur le point d'être finalisée, adressée à la Suisse, dans laquelle on peut lire ce qui suit:

«L'UE reconnaît pleinement la souveraineté de la Suisse. Cependant elle part de l'idée que la Suisse participe de son plein gré au sauvetage de l'Europe par une contribution de 100 milliards d'euros. Il appartient au gouvernement suisse de décider s'il veut payer ce montant en espèces à la BCE ou s'il fournit des cautionnements bancaires pour un montant équivalent. L'UE sait que le gouvernement suisse est en mesure de prendre une pareille décision de sa propre compétence et à court terme, comme il a su le faire rapidement le 15 octobre 2009, dans le cas de l'UBS.»

Appréciation de la situation: Notre gouvernement n'informerait pas le public que cette lettre était simultanément assortie de menaces massives en cas d'opposition. Il qualifiera l'événement de processus interétatique normal et s'efforcera d'y donner suite puisqu'il n'a pas d'armes sous la main (l'armée). Il présentera son action comme étant celle d'un Etat souverain et comme étant l'expression de son propre art de gouverner. Il sait par ailleurs que pas un centime des 100 milliards ne reviendra jamais en Suisse et il attend les prochaines convoitises.

Les paris sont ouverts!

En Suisse, le souverain exige de la transparence et une discussion large et publique

hd. En Allemagne, la voie choisie de la «lutte contre les dettes» est qualifiée d'«extrêmement dangereuse» (FAZ du 24/10/11). Avec le déplacement des dettes du secteur privé au public, «le contribuable est obligé, qu'il le veuille ou non, de payer une grande partie de la facture également en tant que créancier». Et: «le plan de sauvetage actuel a échoué. Plus il y a de pays qui dépendent du fonds de sauvetage, moins il y en a qui y contribuent. Après la défection de l'Italie, les moyens sont totalement insuffisants. Axel Weber, l'ancien président de la Bundesbank lance cet avertissement: si l'Allemagne devait seule porter l'endettement de tous les pays de la zone euro, la dette souveraine passerait d'actuellement 82 à 314% du produit intérieur brut. [...] Les banques anglosaxonnes veulent faire de la banque centrale européenne le «lender of last resort». Elles veulent utiliser la planche à billets de la banque d'émission pour se décharger de leurs risques de crédit sur la BCE. Ce qui est remarquable, c'est que bien des économistes locaux et de commentateurs se font entuber par elles. Celui qui exige le financement des Etats par la banque centrale en appelle publiquement à l'infraction et met le «sauvetage» de l'euro au-dessus des lois. De plus il est prêt à risquer une dévaluation dramatique.» (FAZ du 12/11/11)

Quand les grands personnages de la politique de l'UE continuent de regarder calmement et en souriant de toutes leurs dents les caméras, parce qu'ils ont fomenté un plan sorniois contre la Suisse, ça fait passer tous les feux au rouge chez les citoyens suisses. Une procédure transparente et une large discussion publique sont nécessaires. Il suffit de regarder une carte routière pour une première orientation: les transversales alpines, les tunnels routiers, le ferroutage et le transport des marchandises par chemin de fer et route sont évidemment importants pour les pays européens. Mais de les assurer et de les protéger aussi contre des attaques terroristes est l'affaire de la Suisse souveraine. On ne saurait mettre dans la main un centime à des politiciens de l'UE qui ont construit une pareille débâcle de dettes, mais seulement assurer la sécurité réalisée et garantie par nous-mêmes. La Suisse sait faire cela.

Par ailleurs, notre pays a préparé et réalisé la deuxième percée du Gothard. Si le gouvernement vert Kretschmann de Bade-Wurtemberg continue de saboter la liaison avec le transport international de marchandises, alors il faut présenter à l'Allemagne la facture pour les dommages avec intérêts et intérêts composés. Ou alors il faut négocier avec Poutine pour que son projet de transport par rail de Vladivostok à Vienne soit rallongé jusqu'à Sedrun pour que ce chef d'œuvre technique de 57 km de long puisse remplir son but. Ça aussi, la Suisse sait faire.

Capitulation ou volonté de défense?

La Suisse face à un chantage de l'UE

par Jean-Jacques Langendorf

On pourra considérer que les réflexions qui vont suivre nous éloignent de notre propos «volonté de défense». Or il n'en est rien, car elles s'ouvrent sur le problème de la «crise de civilisation» que nous traversons en Europe occidentale et qui exerce un impact profond, précisément sur la volonté de défense. De multiples courants balisent les avenues qui devraient nous conduire vers la paix. Les uns annoncent que le large soutien au tiers monde sera une efficace contribution au renforcement de la paix. D'autres encore, particulièrement en Suisse, parlent de médiation en cas de conflit aigu. Le dialogue résoudra le problème, dissoudra les antagonismes. Enfin une catégorie non négligeable tourne ses yeux énamourés vers l'Europe unie, panacée universelle destinée à panser nos plaies et à fortifier nos muscles. Mais dans tous les cas de figure, nous nous trouvons dans la politique de la main tendue. Quoi qu'il en soit, le dialogue doit s'imposer. Que le bijoutier braqué par un truand dialogue! Que le retraité qui rentre chez lui, menacé par le couteau d'une petite gouape, dialogue! Et – pourquoi pas? – les forces du mal ou de la contrainte ayant disparu, le sapeur pompier n'a qu'à s'excuser envers l'incendie, manifestation d'une joyeuse et lumineuse liberté avec laquelle il est permis de dialoguer!

Mais parallèlement le non-dialogue ou, pire, le refus d'une appréciation concernant autrui, voire un événement social et historique, est érigé en dogme. L'invention anglosaxonne du *political correctness* triomphe. Les choses n'ont plus le droit d'être nommées

telles qu'elles sont et telles qu'elles se présentent effectivement. Si, comme le pensent certains théoriciens du langage, la parole est formatrice de la pensée, on peut juger des ravages exercés par l'exercice consistant à réinventer des termes pour les accoler à d'anciennes réalités: les instituteurs sont devenus des professeurs, les élèves du primaire des étudiants, les femmes de ménage des techniciennes de surface, les concierges des gardiens d'immeuble, les prostituées des conseillères érotiques. Un colonel d'infanterie, interrogé sur une radio périphérique, déclare que son métier consiste «à vendre de la sécurité». En atténuant, en affaiblissant, en masquant, en escamotant, le *political correctness* nous soustrait la réalité et nous empêche de la nommer. Face à l'histoire, face aux dures réalités que la société impose, cette attitude mentale nous contraint à des poses de vierges effarouchées.

Allez dire que l'islam est une religion belliqueuse et conquérante! Allez dire que c'est peut-être cinq millions de juifs et non six qui ont été massacrés! Allez dire qu'en 1917 les Arméniens, en ralliant les Russes, ont sciemment trahi la Turquie! Allez dire que les requérants d'asile ne sont pas tous d'innocentes victimes qui ne cherchent qu'à s'intégrer paisiblement dans nos systèmes. Allez dire que chez les Kosovars la criminalité est particulièrement élevée et que la cause serbe n'est pas aussi ignominieuse qu'on a bien voulu nous le faire croire. Allez dire qu'une bonne part des artistes, peintres, musiciens, poètes ne sont que des charlatans qui s'en-

tendent à rouler le public dans la farine. Plusieurs affaires récentes nous ont montré combien notre liberté de pensée est limitée. En France, des lois sont votées pour interdire la diffusion de thèses historiques jugées contraires à la doxa officielle, qu'il s'agisse des Juifs, des Arméniens, de la colonisation. Que la première d'entre elles ait été votée à l'instigation d'un député communiste a de quoi laisser rêveur! Que l'on ait nommé ces lois «mémorielles», lois d'ailleurs votées par des représentants du peuple pour la plupart historiquement ignares, montre bien que dans un projet digne d'*Orwell* on entend sélectionner et diriger la mémoire, comme on a prétendu lui imposer un «devoir». Le grand historien *Max Gallo* relevait ceci, frappé au coin du bon sens: «Pour l'historien, il n'est pas admissible que la représentation nationale dicte «l'histoire correcte» celle qui doit être enseignée. Trop de lois bien intentionnées ont caractérisé tel ou tel événement historique. Et ce sont les tribunaux qui tranchent. Le juge est ainsi conduit à dire l'histoire en fonction de la loi. Mais l'historien, lui, a pour mission de dire l'histoire en fonction des faits.»

L'affaire *Gougenheim* montre avec éclat la manière dont la liberté de pensée d'un historien sérieux et indépendant peut-être entravée. N'a-t-il pas montré dans un livre qu'il fallait sérieusement relativiser l'apport des savants musulmans, entre le VII^e et le XII^e siècle, dans l'apport de la culture gréco-latine en Occident et que cet apport reviendrait plutôt à Byzance. Cette thèse, qui aurait pu être discutée objectivement entre histo-

riens au niveau académique, est devenue un objet de scandale, car elle enfonce le dogme qui veut que l'Islam ait été au Moyen Age le principal vecteur en Europe de la culture de l'Antiquité classique.

En Suisse romande même, on a pu assister à l'intervention du chef d'un parti politique rose auprès du recteur d'une université car un de ses professeurs de sociologie avait eu le front de critiquer son parti dans un journal, le comble étant que ledit recteur, faisant fi de l'indépendance académique, ait donné suite à cette pression politique.

Les esprits, en Suisse, comme dans le reste de l'Europe, sont tombés sous l'influence de la *bien pensance*, des «sages» autoproclamés décidant de ce qui peut être dit ou écrit. A quatre siècles de distance, la «cabale des dévots» nous adresse un petit salut!

Source: Jean-Jacques Langendorf, *Capitulation ou volonté de défense? La Suisse face à un défi*. Editions Cabédita 2011, ISBN 978-2-88295-621-7 www.cabedita.ch

L'extrait ci-dessus du livre de Langendorf – lequel, espérons-le, paraîtra prochainement en allemand – est très important dans la situation actuelle. Si l'UE veut mettre le feu aux poudres en extorquant 100 milliards d'euros à la Suisse dans le dos de sa population, chacun doit se demander sans plus tarder comment abandonner la pensée paresseuse du «politiquement correct» et se préparer à affronter la réalité. Les psychologues disent que c'est toujours possible et qu'il suffit de le vouloir.

Une autre voie pour l'Europe et l'Asie: la politique poutinienne du Transsibérien

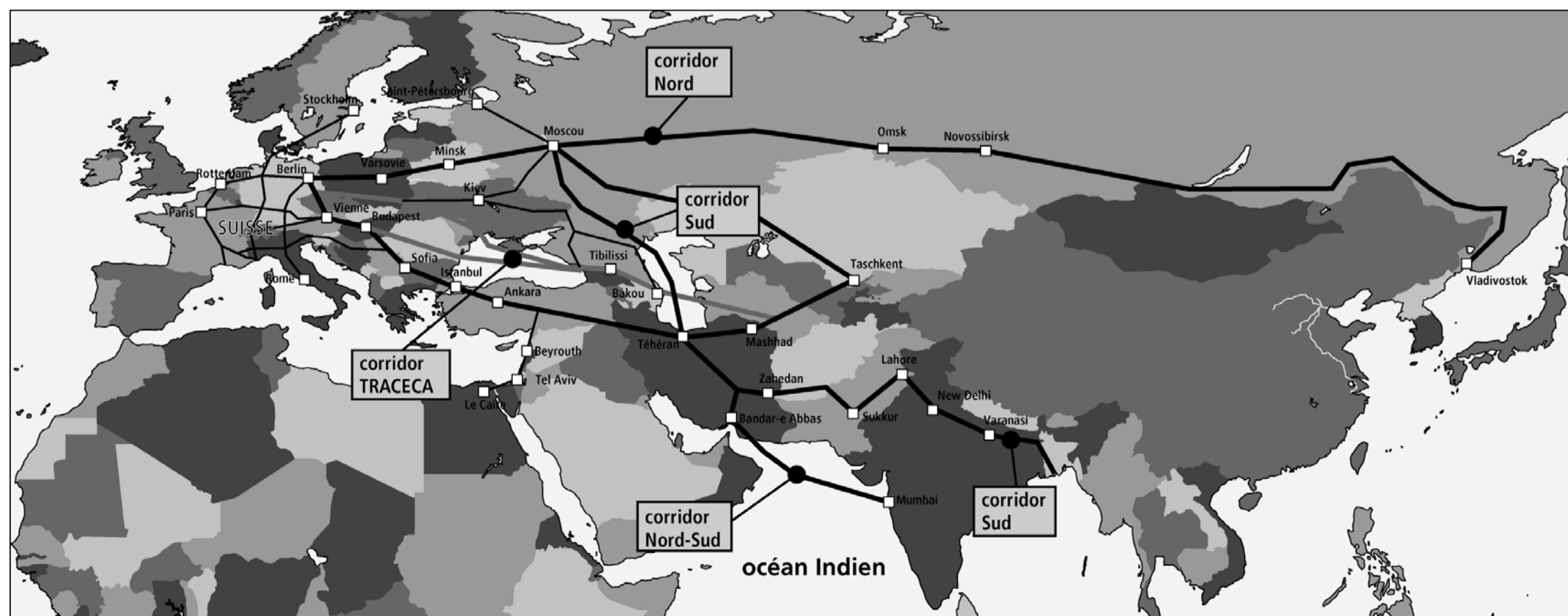
En 2000, dans un discours tenu devant des hommes d'affaires japonais importants, Poutine déclarait ce qui suit:

Nous pouvons mentionner plus d'une raison de choisir, dans l'espace Asie-Pacifique, les voies de transport traversant la Russie. Elles sont beaucoup plus courtes et pas moins sûres que les détours par les mers, par exemple de Yokohama à Rotterdam. Il faut deux fois moins de temps pour transporter les conteneurs vers l'Europe par le Transsibérien. Un voyage à travers la Sibérie pourrait rappeler à beaucoup de personnes les incroyables richesses naturelles de la Russie. La Sibérie a des quantités inimaginables de matières premières et la Russie ne fait que commencer à les exploiter. Nous invitons nos amis

de l'espace Asie-Pacifique à participer activement avec nous à cette entreprise. Actuellement, des sociétés russes sont en quête de nouveaux marchés pour leurs produits tandis que des entreprises minières cherchent de nouvelles méthodes permettant d'exploiter les ressources du sous-sol de manière plus efficace. A preuve l'élaboration de grands projets comme la création d'un pont énergétique entre la Russie et le Japon par Sakhaline et la construction de gazoducs reliant la région de Tomsk à l'Ouest de la Chine d'une part et Irkoutsk à l'Est de la Chine et aux deux Corées d'autre part.

Source: [http://home.arcor.de/gerhard.noack/infrastr.htm#Putins transsibirische Eisenbahnpolitik](http://home.arcor.de/gerhard.noack/infrastr.htm#Putins%20transsibirische%20Eisenbahnpolitik)

(Traduction *Horizons et débats*)



Le droit à une information authentique

hd. A la mi-temps de la guerre du Kosovo, Javier Solana se mit tellement en colère, à cause du fait que les pays européens n'approuvaient pas tous sa façon de conduire la guerre, qu'il canalisa la politique d'information d'une manière efficace. Il consulta un conseiller célèbre et installa deux bureaux en espace ouverts: au premier étage le bureau recevant les informations en provenance de la zone de combat et de la consultation d'autres pays, ensuite la délibération dans le bureau du Comité central et enfin au deuxième étage le bureau responsable du «service» sélectif de tous les pays. Résultat: les Argentins ne purent quand même pas s'en enthousiasmer.

Depuis lors, le système semble s'être perfectionné. Comment peut-on s'expliquer autrement qu'en Europe toute entière, pendant des mois nous nous creusons la cervelle concernant les dettes et les trous financiers, et que pour finir l'angoisse d'une guerre contre l'Iran devrait nous priver du sommeil sans que nous n'ayons jamais appris le contenu original de toutes les négociations tenues à huis clos? Pourtant, nous avons tous appris dans les cours d'éducation civique et lors de nos études, que l'Occident était l'expert en «Democracy» et portait le noble droit à la liberté de l'information dans le monde entier. Et maintenant, chercher des informations authentiques revient à chercher une aiguille dans une botte de foin ...

Pour cette raison, *Horizons et débats* rendra accessibles le contenu d'un communiqué de presse intégral du Ministre des Affaires étrangères Lavrov ainsi que quelques cartes géographiques sur le développement dans l'espace euro-russe-asiatique afin que les lecteurs puissent y méditer.

Fin octobre/début novembre, les Etats-Unis et Israël ont de nouveau menacé l'Iran d'une offensive, laquelle dégènerait sans doute en échange de coups nucléaires – même s'il ne s'agit que de *mininukes*. Déjà la menace en tant que telle représente une violation du droit international. Cette situation menaçante a incité le Ministre des Affaires étrangères Lavrov à prendre position:

Communiqué de presse du 8 novembre 2011

«Nous ne pouvons soutenir votre logique destructive»

Prise de position de la division de l'information et de la presse du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie concernant le rapport de l'AIEA relatif au programme nucléaire de l'Iran



Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, s'entretient avec Ali Bagheri, secrétaire adjoint du Conseil suprême de sécurité nationale iranienne

Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération russe, a reçu, le 9 novembre, Ali Bagheri, secrétaire adjoint du Conseil suprême de sécurité nationale de la République islamique d'Iran.

Lors de cet entretien, ils ont discuté des aspects fondamentaux de leurs relations bilatérales et échangé leurs points de vue concernant les sujets clés de l'agenda international et régional, y compris le Proche-Orient. Le côté russe a souligné ses efforts en faveur d'une solution politique-diplomatique aux problèmes de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord en engageant un processus politique pacifique et le dialogue sans ingérence de l'extérieur.

Source: www.mid.ru, 9/11/11

Moscou est déçu et consterné, car le rapport du directeur général de l'AIEA concernant l'Iran, qui a fait l'objet de maints commentaires écrits et oraux ces derniers temps, se transforme en source de tensions à propos du programme nucléaire iranien. Avant que le rapport ne fût remis aux membres de l'AIEA réunis à Vienne, il a été l'objet de spéculations, de rumeurs et de considérations politiques arbitraires, qui ne font guère honneur aux participants à cette campagne.

Nous nous demandons tout d'abord dans quelle mesure le secrétariat de l'agence peut observer une discrétion adéquate dans son travail – à défaut de laquelle une solution efficace des tâches que l'AIEA devra effectuer d'ici peu est problématique.

Quant au contenu du rapport, nous confirmons n'avoir pas encore reçu le texte intégral. La situation actuelle nous a incités à prendre position à propos des événements, mais elle ne se rapporte pas au contenu du document. L'examen de celui-ci prendra du temps. Nous devrions procéder à cette analyse dans le calme, car il est important de voir si des faits nouveaux et avérés sont survenus, qui confirmeront la possibilité d'une composante militaire dans le programme nucléaire iranien. Dans le cas inverse, on n'assisterait à rien d'autre qu'au déclenchement intentionnel – et contre-productif – d'émotions.

Communiqué de presse du 9 novembre 2011

Nous doutons sérieusement que l'accès au rapport d'un large public se justifie, particulièrement à un moment où certaines chances d'une reprise du dialogue entre le «sextuor» des médiateurs internationaux et Téhéran se dessinent. Il est plus important que jamais de préparer un accord politico-diplomatique. Dans ce sens, le principe «premièrement, ne commet aucun dommage», a priorité absolue. Visiblement, certains suivent plutôt le principe «le pire est le mieux». Nous ne pouvons naturellement pas assumer avec eux cette logique destructive, dont la ligne consiste à interrompre délibérément le processus politico-diplomatique.

En ce qui concerne les reproches d'après lesquels des scientifiques russes auraient participé à des développements militaires éventuels, dans le cadre du programme nucléaire iranien (activités qui auraient eu lieu prétendument il y a plus de dix ans), il faut souligner deux points.

Premièrement, nous avons donné à l'AIEA, à ce sujet, toutes les explications nécessaires depuis longtemps, ce que les autorités russes confirmeront à satiété. Nous devons de nouveau nous exprimer au sujet de la discrétion. Comment peut-on se lancer dans une coopération professionnelle étroite si l'on n'a aucune assurance que les informations transmises ne seront pas divulguées au public au cours du temps.

Deuxièmement, ces reproches ne sont ni nouveaux ni sensationnels. Dans les prises de position, nous n'avons discerné aucune nouvelle structure qui compléterait ou modifierait l'image bien connue. La montée en épingle du prétendu rôle-clé d'un scientifique russe lors de ces événements atteste aux auteurs de certains commentaires, à dire le moins, un manque de compétence. Nous les soupçonnons de malhonnêteté politique et de poursuite d'objectifs n'ayant rien à voir avec la tâche d'abolir les réserves faites à propos du programme nucléaire iranien.

Nous élaborerons notre prise de position relative au rapport en tenant compte notamment du déroulement de la prochaine séance du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Nous nous exprimerons à ce sujet après avoir étudié soigneusement le contenu du document. Des opérations aussi décisives ne doivent pas être exécutées prématurément ni sous l'effet de réflexions à court terme. Elles sont encore moins acceptables lorsqu'on est en présence d'une nuée d'informations intentionnellement créées longtemps avant toute discussion professionnelle sérieuse, propre à des milieux civilisés.

Source: *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, division de l'information et de la presse. www.mid.ru*

(Traduction *Horizons et débats*)

Faire avancer avec ténacité une alternative constructive

Prise de position de la division de l'information et de la presse du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Moscou a commencé à examiner le rapport très monté en épingle que le directeur général de l'AIEA, Yukiya Amano, a consacré au programme nucléaire iranien. Conformément à notre première estimation, le rapport ne comprend aucune information fondamentale nouvelle. Il s'agit de l'amalgame de faits connus, auquel on donne délibérément un ton politisé. Lorsqu'une preuve convaincante fait défaut, les auteurs recourent à des suppositions et à des soupçons. Les informations sont manipulées de manière à donner l'impression que le programme nucléaire iranien a une composante militaire. Un tel processus ne peut guère être taxé de professionnel ni d'impartial. Il réveille instinctivement des souvenirs de l'histoire de la «présence» d'armes de destruction massive aux mains du régime de *Saddam Hussein* qui, estime-t-on, auraient dû dissuader les gens de commettre de telles imprudences.

Nous considérons avec un vif intérêt les parties vraiment nouvelles du rapport, confirmant que Téhéran est disposé à poursuivre sans délai l'éclaircissement des questions

de l'AIEA relatives à la recherche possible en dialogue direct avec l'agence. Cette évolution est confirmée par le fait que le directeur général suppléant de l'AIEA, le général *Herman Nackaerts*, a visité du 14 au 19 août, à l'invitation de Téhéran, une série de sites nucléaires iraniens auxquels les représentants de l'agence n'avaient pas accès jusqu'alors. Nous avons également appris que, dans une lettre du 30 octobre que *Fereidoun Abassi*, chef de l'organisation nucléaire iranienne, a adressée à Amano, l'Iran confirme vouloir coopérer immédiatement avec l'agence, dans ce domaine. Pourquoi l'agence a-t-elle ignoré cette proposition, comme il s'est avéré. Au lieu de donner une chance aux Iraniens de répondre aux questions posées, la tâche consistait-elle d'emblée à livrer un verdict de culpabilité?

Nous avons encore d'autres questions. Par exemple, sur la base de quelles informations l'AIEA établit-elle ses accusations vastes et dépourvues d'ambiguïté? A l'aide de quels instruments a-t-elle examiné la valeur des informations reçues? Au lieu d'obtenir des

réponses, les Etats membres du Conseil des gouverneurs de l'AIEA sont invités à croire aux conclusions du rapport en raison uniquement de ses expressions.

En Russie, nous craignons beaucoup que le rapport soit utilisé – autant que faire se peut – pour saboter les efforts de la communauté internationale tendant à élaborer bientôt une réglementation politico-diplomatique de la situation qui entoure le programme nucléaire iranien. La suite des événements pourrait conduire à une confrontation dangereuse. Nous considérons ceci comme une tentative d'enrayer les tentatives de la Russie visant à faire progresser une solution des petits pas et de la réciprocité.

Dans les conditions actuelles difficiles, nous continuerons à appliquer notre méthode qui tend à remplacer la politique des pressions et de la confrontation par une solution constructive.

Source: *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, division de l'information et de la presse. www.mid.ru*

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

L'économie des Etats-Unis et de la zone euro continue de se détériorer

47 professeurs d'économie soutiennent la motion du FDP contre le projet de MES

km. Parler d'une reprise économique aux Etats-Unis ou dans la zone euro va à l'encontre de la réalité. Le rapport trimestriel publié par l'*Institut ifo* de Munich et concernant le climat de l'économie mondiale s'intitule: «Le climat de l'économie mondiale continue de se détériorer». Ce rapport, publié le 16 novembre, écrit au sujet des Etats-Unis: «Le climat économique de l'Amérique du Nord s'est encore dégradé. La situation économique actuelle apparaît comme de plus en plus défavorable.» La courbe de la situation économique et des perspectives en Amérique du Nord se dirige vers le bas et se trouve une nouvelle fois sous la valeur moyenne des années 1995 à 2010. On observe cette chute depuis trois trimestres consécutifs.

La courbe concernant l'Europe occidentale ne se présente pas mieux. Là aussi, on observe actuellement une baisse constante. On peut lire dans un communiqué de l'*Institut ifo* publié en même temps que le rapport: «L'indicateur ifo concernant le climat économique dans la zone euro est encore tombé au quatrième trimestre et se trouve clairement en-dessous de sa moyenne sur une longue durée. Tant les évaluations de la situation actuelle que les perspectives pour les six prochains mois sont en-dessous du troisième trimestre 2011. Les résultats indiquent un ralentissement conjoncturel constant au sein de la zone euro.»

On n'a pas confiance dans la politique économique

Depuis 1981, l'*Institut ifo* interroge chaque trimestre à tour de rôle de nombreux spécialistes d'un grand nombre de pays sur l'évolution de la conjoncture et d'autres données économiques concernant leur région.

1119 spécialistes de 119 pays estiment que le problème économique le plus important actuellement est «le manque de confiance dans la politique économique de leur pays».

Un article de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 16 novembre confirme ces perspectives négatives concernant l'avenir des Etats-Unis et de la zone euro. On peut y lire: «L'insécurité augmente sur les marchés des obligations souveraines en Europe continentale. Les taux d'intérêt des obligations n'augmentent pas seulement dans les régions périphériques d'Europe, mais aussi dans beaucoup de pays du centre. Quand on parle de «rendement», on veut dire que les Etats débiteurs doivent payer plus d'intérêts à leurs créanciers, ce qui signifie que le besoin d'argent augmente dans ces Etats.

Les Etats de la zone euro doivent payer toujours plus d'intérêts

On peut encore lire dans ce journal que c'est la «sinistrose» qui règne. Ce qui signifie notamment que «sur les marchés, on doute de plus en plus que la France puisse garder son triple A». Le ralentissement de la conjoncture dans de nombreux pays renforce les inquiétudes à propos de nombreuses banques. En Espagne et en Belgique, on a enregistré une faible demande lors de la mise aux enchères de bons du trésor alors que les rendements augmentent.» L'Autriche, les Pays-Bas et la Finlande sont également touchés par la hausse des taux. L'Allemagne y échappe encore, mais le scepticisme prend de l'ampleur. On le remarque au fait qu'il faut payer nettement davantage pour les assurances-crédits dans le cas des obligations souveraines allemandes. En bref, «on

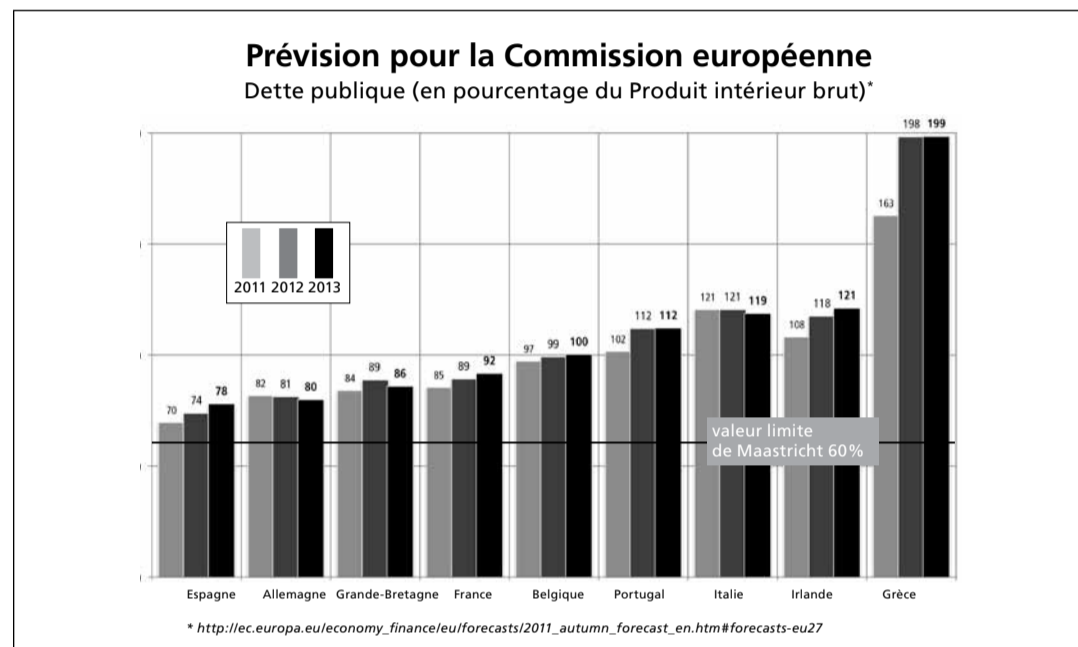
estime généralement sur les marchés que les politiques européens ne sont pas capables de maîtriser la crise.»

Il ne reste que peu d'exceptions en Europe. L'article de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» mentionne, à côté de l'Allemagne, qui bénéficie encore de taux d'intérêts acceptables, quelques pays scandinaves et la Suisse.

Les experts demandent un changement de cap

Les spécialistes ne cessent de signaler que la transformation de l'UE en une union de dettes et de transferts à l'aide du projet de FESF et de MES ne permettra pas de résoudre les difficultés de la zone euro et constitue une partie du problème. C'est ce qu'ont écrit 47 professeurs allemands d'économie politique dans une lettre ouverte à tous les membres du FDP (libéraux allemands) publiée dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 9 novembre. Ces professeurs, y compris le directeur de l'*Institut ifo*, Hans-Werner Sinn, soutiennent l'initiative du député FDP Frank Schäffler et de l'ancien ministre FDP Burkhard Hirsch.

Ils déclarent: «Nous avons lu la motion de Frank Schäffler et al. à propos de laquelle vous devrez prendre une décision dans les semaines à venir. Nous estimons que cette motion est compétente et responsable. L'Europe ne peut devenir une union de garantie. Au contraire, elle doit de nouveau respecter les principes des traités européens. Un des points essentiels de ces traités est l'interdiction de venir en aide à un pays et de monétiser les dettes souveraines. Même si l'on craint que la stabilité des marchés financiers soit en danger, il tombe sous le sens que les violations du droit et des traités ne sont pas des solutions aux problèmes mais les aggravent.



Véritable économie de marché ou dictature du MES?

Interview de Beatrix von Storch, présidente de la «Zivile Koalition e.V.»



Beatrix von Storch
(photo www.zivilekoalition.de)

Beatrix von Storch, présidente de la «Coalition civile» (cf. encadré ci-contre) lutte pour l'avenir de l'Europe et le maintien de la démocratie. Avec l'abandon de la souveraineté budgétaire des Etats membres de l'UE, comme le prévoit le projet du traité du MES (Mécanisme européen de stabilité), la démocratie prendra fin. Plus de 200 000 courriels de protestation ont été envoyés au Bundestag.

La rédaction d'«Horizons et débats» s'est entretenue avec l'avocate à Berlin.

Horizons et débats: Madame von Storch, qu'est-ce qui vous a amenée à vous occuper de la problématique de l'euro?

Beatrix von Storch: Nous ne nous occupons que depuis peu de la problématique de l'euro et de l'Europe. Notre association «Zivile Koalition e.V.» a commencé le travail en 2004. A l'époque, nous nous sommes concentrés à dire que l'Allemagne était en faillite et sera bientôt insolvable. L'Allemagne, c'est ce que nous disions alors, est dans une problématique de surendettement, l'Allemagne a un problème de bureaucratie, l'Allemagne n'est plus un pays libre.

Nous disions à l'époque: L'Allemagne a besoin de réformes profondes d'ordre structurel. Nous n'avons pas besoin d'une réforme fiscale de 0,02% mais d'un système fiscal

fondamentalement différent afin de permettre de nouveau certaines formes d'initiative, de responsabilité et de motivation, avant que tout s'effondre dans la jungle fiscale. Nous avons besoin de réformes pour certaines structures de décision.

Nous avons déjà commencé à discuter en 2000 et nous avons dit: Cela ne peut pas continuer ainsi. Avec cette manière de gérer le budget, cette façon de faire la politique, nous menons l'Allemagne dans l'impasse. Puis, le thème de l'Europe est venu peu à peu parce qu'on entendait ici et là des choses absurdes.

C'était qui, «nous»?

Ce sont mon mari et moi. Nous nous connaissons déjà au temps de nos études et là déjà, nous nous sommes creusé la tête ensemble sur beaucoup de choses. Avec nous, il y avait toujours quelques amis d'études, des amis et des connaissances. Mais le noyau en ce temps-là, c'était nous deux. Mon mari était toujours l'instigateur, il a dit: Il nous faut une structure dans laquelle nous pouvons bouger. Nous avons besoin d'une communication vers l'extérieur, nous devons construire un travail de base, nous avons besoin d'un journal à nous. Nous aurons même besoin de notre propre chaîne de télévision. Mes connaissances et moi, nous pensions que ce ne serait pas facile. Comment faire un journal à nous? Jusqu'à ce que mon mari ait vu quelque part la *Huffington Post* et qu'il ait dit: C'est exactement comme ça que nous allons le faire. Et là, nous avons commencé, par exemple à créer ce journal. A un certain moment, mon mari a dit: Maintenant nous devons arriver à atteindre les députés. Nous avons donc besoin de quelque chose comme un observatoire des députés (*Abgeordneten-Watch*). Et cela s'est réalisé sous forme de contrôle des députés (*Abgeordnetencheck*). Trouver les idées, analyser les problèmes, nous le faisons ensemble. Notre projet grandit. En juin 2006 nous avons écrit notre première *Lettre aux membres* à plusieurs milliers de citoyens. La lettre contenait une analyse globale des problèmes. C'était notre

lettre d'ouverture avec laquelle nous nous sommes adressés à la base.

A l'époque, nous n'avions pas encore l'intention de toucher toute la problématique de l'euro, parce que nous avons dit que ce thème était trop grand pour la «Coalition civile». Notre devoir serait plutôt d'exiger de vraies réformes: dans le domaine de la réforme fiscale, de la réforme de la formation, de la diminution de la bureaucratie. A notre avis il fallait également des réformes dans le domaine de la famille – car ce secteur va actuellement dans la mauvaise direction.

Pour un public plus large vous vous êtes fait connaître ces derniers mois avec votre engagement contre le MES.

Lorsque nous avons découvert le projet de traité du MES, il était clair pour nous que toutes ces discussions que nous avons eues à l'échelle nationale étaient tout à fait hors de propos si ce projet de traité voyait le jour. Car si la démocratie est attaquée dans son essence de cette façon, on ne va plus se soucier de réformes des systèmes démocratiques en Allemagne. En effet, ce système démocratique sera aboli avec ce Conseil de gouverneurs de l'UE qui décidera de nos budgets. Lorsque nous transférons les droits des parlements nationaux vers un soi-disant Parlement européen, absolument pas démocratique, alors notre démocratie est abolie, je dis «soi-disant» parce que ce n'est pas un vrai parlement. Un parlement est élu démocratiquement. Dans un vrai parlement, un Luxembourgeois n'a pas dix fois plus de poids de votes qu'un Allemand. Environ 850 000 Allemands élisent un député et environ 85 000 Luxembourgeois le leur. Ce n'est pas démocratique.

Les droits de ce parlement ne sont pas les droits d'un parlement dans une démocratie parlementaire. Les initiatives de lois ne sont pas issues du Parlement de l'UE mais de la bureaucratie de l'UE. Les gens qui y siègent ne sont pas élus et n'ont aucun ancrage dans la population, ce sont eux qui dictent quelque chose au Parlement. J'ai été deux jours à Bruxelles, uniquement pour m'en

rendre compte. Cela m'a suffi. Des députés m'ont montré quels projets de lois devaient être votés en quatre semaines seulement. Le temps ne suffit même pas pour lire tous les projets, et encore moins pour en discuter et en travailler les contenus dans les différentes commissions, ni pour les rendre publics. Les députés ne peuvent plus comprendre ce qu'ils votent. Beaucoup de ces projets de lois passent tout simplement, elles ne sont pas issues d'un processus démocratique, d'une commission démocratique, d'un parlement,

Suite page 5

«Coalition civile»

«Nous sommes un groupement de citoyens qui militent pour davantage d'engagement civil dans la société allemande. Ensemble, nous nous employons pour des réformes que les gens en Allemagne désirent réellement et dont ils ont besoin.

Nous sommes une organisation financièrement indépendante, hors-partis et non gouvernementale, qui donne une voix commune au grand nombre d'individus qui s'engagent au sein de la société civile.

Ainsi nous représentons les intérêts des citoyens afin de promouvoir nos préoccupations communes face aux instances politiques et aux médias.

En tant que coalition civile, nous sommes une communauté puissante, qui est entendue des médias, des institutions et des politiques – et qui est prise au sérieux comme interlocuteur et partenaire de négociation.

En tant que groupe de pression, la «Zivile Koalition e.V.» nous offre à tous la possibilité de positionner des idées et des points de vue politiques et d'aider à imposer les intérêts des citoyens au sein des instances politiques.»

Source: www.zivilekoalition.de

«Véritable économie ...»

suite de la page 4

mais de la Commission de l'UE. Et l'on fait passer ces projets.

Il serait donc insensé de vouloir faire des réformes chez nous, au moment où nos parlementaires sont en train de céder notre souveraineté nationale à l'appareil de l'UE – aux Conseils gouverneurs qui ne sont en aucune manière légitimés démocratiquement. Je me battrais alors au mauvais front. On abuse maintenant de la situation économique en Europe qui s'aggrave pour transférer un système politique dans un autre, et cela dans un système qui ne sera plus contrôlé par les citoyens.

L'importance de l'Etat nation

Quelle importance a pour vous la souveraineté, ont les Etats nations vis-à-vis de cette grande formation de l'UE?

Nous sommes pour une démocratie forte. Nous avons besoin d'un ancrage solide du pouvoir exécutif et législatif dans le vote du citoyen. Démocratie veut dire que c'est le peuple qui habilite ses représentants pour une durée limitée. A la fin d'une période d'élection, la souveraineté revient au citoyen. Et il la donne de nouveau. Mais qu'est-ce qui se passe maintenant? En Europe, si cela se passe suivant le projet du traité du MES, un Conseil gouverneur sera créé. Tous les pays de l'euro devraient y envoyer leurs experts des finances, probablement le ministre des Finances, qui pourront aussi se faire remplacer, par exemple par n'importe qui de l'industrie des finances ou du lobby des finances, du lobby des banques. Et cette commission est tout d'un coup une commission qui n'existera pas seulement pendant quatre ans et qui sera alors réélue ou non, mais là, les pays de l'euro renouvelleront toujours leurs représentants. Le représentant maltais par exemple sera retiré après les élections à Malte et remplacé par un autre; et puis six mois plus tard un nouveau représentant italien sera nommé, à cause des élections en Italie etc. Mais la commission en tant que telle reste. Nos gouvernements sont en train de lui céder quasiment notre souveraineté budgétaire, parce qu'on leur dit que ce Conseil gouverneur a le pouvoir d'augmenter le «volume de sauvetage», fixé au début à 700 milliards d'euros, de façon autonome. Avec cela, la souveraineté budgétaire n'existe plus qu'en théorie. La souveraineté passera à une commission que je ne peux ni élire ni destituer. C'est cette commission qui décide. Maintenant on nous dit toujours: Oui, mais c'est seulement si le représentant allemand vote pour. Car l'Allemagne a le droit de veto. Ce n'est pas vrai. L'Allemagne n'a pas de droit de veto. D'après le projet du traité, il y a des décisions qui doivent être prises consensuellement. Il n'y est cependant pas écrit ce que cela veut dire. Est-ce que c'est encore consensuel ou pas si le représentant allemand s'abstient? Notre actuel ministre allemand des Finances veut payer autant que possible. Il veut faire les plans de sauvetage aussi grands que possible. S'il n'arrive pas à les faire passer au Parlement allemand, il y met le levier. Et il nous explique que l'efficacité de ce levier ne conduirait pas à une plus grande responsabilité. Nous ne dépenserons pas seulement 400 milliards de crédits, mais deux billions. Mais la responsabilité ne deviendrait pas plus lourde, ce ne serait qu'une petite histoire de comptable. Je sais, moi, ce que ce ministre des Finances ne ferait en aucun cas: déposer son veto. Lorsque le Parlement allemand aura décidé qu'il devra y mettre son veto, cela ne veut rien dire du tout, car ce gouvernement a déjà montré plusieurs fois qu'il ne se tient pas aux décisions du Parlement. Ils font tout simplement ce qu'ils veulent. Et pour cette raison, on ne peut pas du tout s'y fier.

Si la souveraineté budgétaire est transférée à une commission supranationale, la compétence de base du parlement sera morte. Je tiens cela pour immoral. Ce n'est pas démocratique et il faut le rejeter.

Maintenant, on vient nous dire: Oui il faut renforcer le Parlement de l'UE. Cela sera alors notre légitimation démocratique. Cette discussion, le gouvernement et les médias publics et d'autres médias la mèneront désormais et ils diront: Mais, oui, nous avons un

Référendum sur le plan de sauvetage de l'euro en Allemagne

rr. 80% des citoyens allemands ne sont pas d'accord avec les décisions du Bundestag concernant le plan de sauvetage de l'euro. Or, cette opinion ne se reflète nullement au sein du Parlement. Les quelques députés qui s'y opposent, que l'on traite de déviationnistes, ne suffisent pas à la représenter.

Puisque «tout pouvoir d'Etat émane du peuple» et que celui-ci «l'exerce au moyen d'élections et de votations et par des organes spéciaux investis des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire» (art. 20-2 de la Loi fondamentale), et étant donné qu'actuellement aucun parti n'est disposé à représenter l'avis de ces 80% de citoyens, un référendum est nécessaire comme ajustement démocratique.

Selon Rousseau, «où se trouve le représenté, il n'y a plus de représentant» (Contrat

Parlement de l'UE. Beaucoup de gens croient que le parlement de l'UE serait comme le Parlement autrichien ou le Parlement allemand ou comme toutes les autres assemblées de députés en Europe. Si les droits du Parlement de l'UE étaient renforcés, tout serait en ordre. Le problème principal reste cependant: *Chaque voix n'a pas le même poids.*

Ces questions ne devraient-elles pas être discutées par la base dans ces pays?

Le tribunal constitutionnel allemand a déjà dit: Si avec la majorité des voix des autres pays on prenait des décisions sur notre pays, ce serait la fin de la souveraineté nationale.

Qu'est-ce qui arriverait par exemple si tous les pays de l'Europe décidaient, et si la majorité des députés européens étaient d'accord, que nous n'ayons plus que l'allemand et le français comme langues officielles pour toute l'Europe? Car cela serait plus simple pour la communication, pour les relations publiques etc. Tout comme l'euro comme monnaie unique. Cela simplifierait les affaires. Une langue unique serait beaucoup plus simple. On n'aurait plus toute la problématique des traductions. Donc, pourquoi ne pas créer une langue unique européenne? Et nous, les Allemands nous dirons «non». Même s'il y a une majorité au Parlement européen. Voulons-nous nous dissoudre complètement dans cette totalité et nous soumettre aux décisions majoritaires des autres? Est-ce que nous voulons cela? Cette discussion ne se fait pas. Au lieu de cela, on transfère les droits souverains dans une quelconque commission, on présente cela comme étant sans alternative et l'on déclare: *Il faut que cela se fasse, autrement il y aurait la guerre* ou bien l'économie s'effondrerait. La récession mondiale risquerait de prendre son départ chez nous. On peint le diable sur la muraille, on fait peur. On joue avec la peur des gens et l'on essaie ainsi de créer des faits qui ne peuvent pas être discutés. Tout d'un coup, notre souveraineté budgétaire se retrouve au Conseil gouverneur du MES.

Nous ne menons pas non plus de discussion sur l'idée européenne. L'idée européenne n'a pas été de dire: Les souverainetés nationales se dissolvent dans une totalité. L'idée européenne a été: L'Europe, là où c'est nécessaire et sensé.

Nous avons une AELE

Nous avons une AELE et nous l'avons toujours.

C'est exact. Il faut vraiment remettre en question si l'on dit aujourd'hui: Nous avons besoin d'une politique sociale européenne unitaire, une politique fiscale européenne unitaire, d'une politique économique européenne unitaire, d'une politique européenne d'imposition unitaire. Ou bien ne suffit-il pas de créer des espaces de libre-échange? Je n'ai aucun problème avec l'euro en soi. Ce qui devrait être notre intérêt, c'est une monnaie forte. Les pays qui peuvent se permettre une monnaie forte, c'est-à-dire les pays économiquement forts peuvent volontiers avoir une monnaie commune.

Cela va dans la direction de la proposition de Hans-Olaf Henkel.

Nous voulons en Europe une coopération étroite là où cela est sensé et intelligent. Nous ne voulons pas devenir un pays avec une monnaie faible, nous ne l'avons jamais été,

social). Si le peuple veut agir lui-même à l'aide d'un référendum, aucun parlement (représentant du peuple) ne peut passer outre ou même l'en empêcher. Sinon il s'agirait d'une mise sous tutelle.

Le plus haut magistrat allemand, le président de la Cour constitutionnelle fédérale Andreas Voßkuhle est d'avis que le référendum peut, dans certains cas bien précis, représenter un complément intéressant au processus parlementaire.

Le 7 juin 2002, sous l'ancien chancelier Schröder, le Bundestag a décidé à la majorité simple d'introduire le référendum au niveau fédéral, celui-ci étant déjà prévu en principe à l'article 20-2 de la Loi fondamentale et même protégé par la «clause d'éternité» [qui interdit toute modification des principes de base].

nous ne le voulons pas. Je pense que les problèmes qui se posent peuvent être résolus, si des Etats souverains négocient entre eux et font des traités de façon intelligente. Pour cela ils ne doivent pas abandonner leur identité.

Au lieu de ça on crée actuellement des faits en croyant devoir créer tacitement une grande communauté.

Le combat pour la souveraineté d'argumentation

Lors de la manifestation de la Coalition civile en septembre à Berlin avec le thème «Traité du MES – La voie vers l'Union des dettes? – Abolition de la démocratie et de la souveraineté», vous avez dit: «Nous donnons une voix aux citoyens». Pouvez-vous l'expliquer?

Oui! Le problème est aujourd'hui que nous n'avons dans nos parlements – tout au moins en Allemagne – pas d'opposition en ce qui concerne les questions centrales. Si l'on avait interrogé la population, on n'aurait jamais eu l'euro. Et tous ces rejets qu'il y a maintenant, on ne les aurait pas eus. Nous aurions peut-être eu d'autres problèmes. Mais pas celui d'imprimer actuellement des billions, soi-disant pour sauver. Tous ces petits et faibles pays qui luttent maintenant avec ce problème fou du surendettement n'auraient jamais eu ce problème sans l'euro.

Nous aurions, si l'on avait écouté la population, pas de plans de sauvetage: car ce n'est pas ce que la population veut. Maintenant on fait peur à la population. On lutte avec les armes les plus aiguës pour garder la souveraineté de l'argumentation et pousser les gens là où on veut les avoir. Mais pourquoi faut-il sauver une banque? On dit toujours: Si les banques font faillite, nos épargnes s'envolent. C'est juste. Cela ne devrait peut-être pas arriver. Peut-être faudrait-il dire alors: Nous ne garantissons que l'argent d'épargne. Mais ce n'est même pas discuté. Mais c'est ce qu'il faut discuter. Il existe des scénarios alternatifs.

J'ai voulu faire comprendre avec l'exemple de l'euro et le sauvetage des banques: Ces deux choses – «plans de sauvetage», Union des dettes – n'existeraient pas si l'on écoutait les citoyens. Notre approche est de dire: Nous devons amener cette juste volonté des citoyens là où elle donne la mesure, c'est-à-dire chez nous en Allemagne au Bundestag. Car c'est là qu'on trouve les députés qui font les lois. Et ce sont eux qui décident de ce qui se passe chez nous ou de ce qui ne se passe pas. Il est étonnant que même dans des sondages commandés par l'UE, 60% soient contre cette Union des dettes, contre toute cette folie de sauvetage. Ils l'avouent eux-mêmes: Nous faisons quelque chose que, d'après notre propre constat, la majeure partie de tous les citoyens ne veut pas. Dans tous les sondages qui se font chez nous en Allemagne, nous avons un taux de rejet de cette politique de 70 à 90%. En moyenne ce sont 75% de la population qui sont contre cette politique. Il est vraiment étonnant que cela ne se reflète pas au Parlement.

Notre devoir comme «Coalition civile» est de dire: Les désirs du citoyen doivent retrouver leur entrée dans les parlements. Car il est évident qu'un système s'est établi, qui n'a rien à voir avec ce que la population et le citoyen veulent.

C'est uniquement parce que l'«opinion dominante» en droit constitutionnel allemand exige – pour une modification de la loi d'exécution des dispositions de l'art. 20 – une majorité des deux tiers que le référendum n'est toujours pas possible au niveau fédéral, bien que l'article 146 stipule que c'est «le peuple allemand tout entier» qui se prononce sur sa Constitution. Or, en dépit de la réunification et de l'adhésion à un «Etat» européen, cela n'a toujours pas été mis en oeuvre. Mais les citoyens sont là et ils veulent se prononcer sur le plan de sauvetage de l'euro. Personne, même pas un député, ne peut le leur interdire. Comment serait-ce possible puisque «où se trouve le représenté, il n'y a plus de représentant»? •

Sommes-nous en train de vivre le naufrage de l'économie de marché?

Nombreux sont ceux qui prétendent que nous sommes en train de vivre le naufrage de l'économie de marché.

Ce que nous vivons en ce moment c'est plutôt une perversion de l'économie de marché. Nous avons justement les mouvements «Occupy Wallstreet» – et «Occupy Francfort» et «Occupy je ne sais quoi». Il faudrait une fois expliquer aux gens que ce qui est en train de se passer n'est pas l'économie de marché. L'économie de marché veut dire deux choses: Les bénéfices sont privés et les pertes le sont aussi. Et seulement les deux choses ensemble, c'est l'économie de marché. Et ce qu'on est en train de mettre en scène, c'est la fin de l'économie de marché. On reformule: Les bénéfices sont privés, mais les pertes ne le sont pas. Ou autrement dit: *Les pertes sont socialisées, les bénéfices sont privatisés. Et cela est pervers et absolument immoral.* Et dans ce cas-là, on devrait expliquer à tout ce mouvement qu'ils devraient au fait exiger la réintroduction de l'économie de marché, le retour à l'ancienne économie sociale de marché qui a fait ses preuves: Un entrepreneur qui prend de mauvaises décisions doit en assumer les conséquences. De l'autre côté, on attend de nous que nous sauvions les banques importantes pour le système. Toutes les grandes banques font en partie plus de 90% de leur chiffre d'affaires et de leurs bénéfices non pas dans le domaine de l'économie du crédit, avec laquelle l'économie réelle est soutenue par les crédits, mais avec des affaires de dérivés quelconques de devises et avec des produits financiers quelconques que personne ne comprend. Une folie totale s'est volatilisée, qui n'a absolument plus rien à faire avec l'économie de marché. Le fait qu'il existe une telle quantité de crédits pourris n'a pas été un problème du marché, mais le résultat d'une influence politique qui a conduit à donner des crédits que le marché n'aurait jamais donné. *C'est une décision politique erronée de s'immiscer dans le marché de cette manière et d'émettre des milliers, des millions de fois des crédits subprime qui n'auraient jamais pu être émis sous les conditions du marché.* J'ai lu ce matin l'histoire d'un banquier qui a quitté tout cela un beau matin. Son professeur lui a dit: «Tu sais, nous développons des produits où l'on met en haut de la viande de poulet émincée, et en bas c'est le plus grand rumsteck de tous les temps qui en sort.» C'est comme ça que ça s'est passé, on a simplement transformé des milliers de crédits pourris en rumstecks, en «papiers-valeur» aux meilleures notes.

Cela n'a rien à faire avec l'économie de marché, où un entrepreneur qui prend un risque en assume la garantie. C'est à cela que nous devons retourner. Alors on n'aurait pas l'émergence de tous ces problèmes.

La responsabilité des citoyens pour les dettes des banques, ce n'est pas l'économie de marché, c'est immoral et cela doit être refusé, car c'est alors que ces banques sont déclarées importantes pour le système, et que tous les citoyens en sont tenus responsables sans avoir jamais pu en profiter. •

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site www.zivilekoalition.de.

Quelles options s'offrent à la politique allemande?

Des concepts politiques honnêtes et une réflexion sur l'éthique politique sont indispensables

par Karl Müller

L'inauguration solennelle du gazoduc Nord-Stream qui traverse la mer Baltique et doit permettre le transport direct du gaz russe vers l'Allemagne a été accompagnée d'une visite officielle du Président russe. Une fois de plus, les représentants des deux pays ont évoqué l'association stratégique de l'Allemagne et de la Russie. En revanche, en Allemagne, on ne parle presque pas des arguments du gouvernement russe qui s'opposent aux menaces de guerre contre l'Iran. On constate que la politique allemande se trouve toujours étroitement liée à celle d'Israël, les informations à ce sujet étant soigneusement filtrées.

Ce n'est qu'un exemple des incohérences de la politique allemande actuelle. On peut donc se demander avec raison quelle va être la politique allemande. Quelle voie devrait-elle suivre? Et surtout, comment combler le fossé entre les citoyens et le monde politique? Ce dernier a-t-il raison de percevoir le développement d'un certain machiavélisme politique et de regretter l'absence d'une politique s'appuyant sur des principes et axée sur l'intérêt général?

Nous défendons ci-après la thèse de la nécessité pour l'Allemagne de revenir à des concepts politiques honnêtes et à une politique fondée sur les principes d'une éthique politique.

Winfried Kretschmann, membre des Verts, chef du gouvernement du Bade-Wurtemberg qui se prétend chrétien, a déclaré le 17 octobre au magazine «Focus» qu'il avait lu «Le Prince» de Machiavel et en avait été enthousiasmé. Il n'est pas le seul. Et il ne s'agit pas simplement d'un sentiment des citoyens allemands que pour beaucoup de politiques la fin justifie les moyens et qu'il ne s'agit pour eux que de conserver le pouvoir, n'hésitant pas à mettre les casquettes adéquates. Les citoyens éprouvent une franche colère en voyant qu'on cherche à les calmer, qu'on lance des polémiques, qu'on énonce des demi-vérités quand ce ne sont pas carrément des mensonges, autant de formes que prend la malhonnêteté.

Et pourtant c'est précisément dans les périodes de crises économiques et politiques, comme aujourd'hui, qu'il s'agit de renforcer la démocratie et de résister à toute velléité de résoudre les difficultés par des méthodes autoritaires et malhonnêtes. C'est la condition même d'un retournement de situation nécessaire dans la paix et la bonne entente. Et c'est précisément parce qu'il faut renforcer la démocratie que ce serait une erreur d'abandonner la politique aux politiciens. Les citoyens doivent prendre les affaires en main lorsqu'il s'agit de donner de nouvelles impulsions à la conduite du pays. Les thèmes essentiels auxquels il faut réfléchir proviennent certainement de la tentative de la chancelière allemande Angela Merkel d'établir, au nom de la raison d'Etat et à l'encontre de la Constitution allemande, un lien étroit avec la politique des Etats-Unis et d'Israël et d'imposer dans les esprits l'idée qu'il n'y a pas d'alternative à l'intégration européenne telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici.

Wolfgang Seibel, professeur à l'Université de Constance, a reproché à la politique allemande son absence de principes. On sait depuis longtemps qu'il est très attaché aux Etats-Unis et même depuis de nombreuses années une polémique contre tous ceux qui critiquent la politique de guerre de ce pays. Il estime que la volonté du gouvernement allemand de ne pas participer à la guerre contre la Libye dévoile une nouvelle orientation de la politique étrangère du pays, un abandon de la fidélité de vassal envers les Etats-Unis et, en revanche, un rapprochement des nouveaux centres économiques et de pouvoir, p.ex. les Etats BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Il est vrai qu'on constate au sein du gouvernement allemand, ainsi que dans l'industrie, des signes de modification de la pensée en matière de politique étrangère. Il semble donc bien que le premier élément de la rai-

son d'Etat d'Angela Merkel, c'est-à-dire le lien étroit et unilatéral avec la politique des Etats-Unis n'est plus accepté sans contestation. Mais on ne sait toujours pas quels en sont les objectifs. Les forces en question sont-elles décidées à mettre sur pied une coopération de la communauté internationale respectant la valeur de chacun et fondée sur le droit international et à mettre fin à l'hégémonie de la seule «puissance mondiale»? Ou bien avons-nous affaire à un machiavélisme allemand en matière de politique extérieure qui ne vise pas des relations honnêtes mais cherche à optimiser ses propres avantages? Une telle politique serait un renoncement aux principes et très dangereuse tant pour l'Allemagne que pour le reste du monde. C'est pourquoi, ici aussi, les citoyens doivent faire entendre leur voix. La politique étrangère ne doit pas rester réservée aux politiques.

Les critiques publiques sur la façon dont les politiques allemands gèrent la crise de l'endettement se multiplient. Les arguments contre les affirmations des politiciens allemands en ce qui concerne l'attachement à l'UE sont nombreux et consistants. Il n'en reste pas moins que la politique allemande se cramponne à la ligne suivie en matière d'UE et d'euro – tout comme lors du malheureux engagement en Afghanistan – et s'oppose ainsi à la volonté de la grande majorité des citoyens. Mais cette attitude ne pourra tenir indéfiniment. Il suffit de réfléchir pour se rendre compte que les projets de FESF et de MES ne pourront tenir la route. La question qui se pose est de savoir non pas si les projets vont échouer, mais comment et dans quelle mesure on pourra maintenir les coûts pour les contribuables, qui sont déjà irréversibles, dans des limites acceptables. Comment et quand pourra-t-on s'engager sur une nouvelle voie? Les citoyens doivent prendre la parole, tant en ce qui concerne l'UE que l'euro, afin de précipiter le changement et d'éviter une augmentation des coûts financiers et politiques.

Hans-Olaf Henkel, ancien président de la Fédération de l'industrie allemande (Bundesverband der Deutschen Industrie), n'hésite pas à dire ce qu'il pense. On lui reproche de vouloir mettre sur pied une «Europe allemande» dirigée contre la France. Dans l'espoir de rendre vaine cette menace, on rappelle les résultats désastreux de la volonté allemande de domination avec les deux guerres mondiales. Mais cela ne peut se faire sans des interrogations de la part des citoyens. De quel degré de souveraineté l'Allemagne peut-elle se targuer? Vaut-il menacer l'Allemagne d'une guerre dès lors qu'elle se met à réfléchir à la manière de sortir de cette impasse politique? Une autre voie que la politique française actuelle porterait-elle forcément atteinte aux relations entre Français et Allemands?

Il est vrai que les relations franco-allemandes sont essentielles pour le développement de l'intégration européenne et elles le furent également lors de l'adoption fatale de l'union monétaire. C'est ce que décrit le Britannique David Marsh dans son livre «The Euro. The Politics of the New Global Currency». On a étudié à diverses reprises les difficultés rencontrées par l'Allemagne depuis la fondation du Reich en 1871, son refus d'un «lien occidental», c'est-à-dire de soumission au monde anglo-saxon, sa recherche d'une voie située entre l'Est et l'Ouest, mais aussi sa propre politique de grande puissance. C'est le cas notamment de Renate Riemeck, dans son livre paru en 1965 déjà et intitulé «Mitteleuropa. Bilanz eines Jahrhunderts». Il faudrait dire franchement aux Allemands s'il s'agit d'un destin irréversible pour ce pays du fait de son histoire de ne pouvoir être qu'un peu démocratique et de ne posséder qu'une faible souveraineté.

Mais ce n'est pas le cas uniquement de l'Allemagne, mais de tous les pays de l'UE. Frank Schirrmacher, co-éditeur de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» en a parlé clairement dans un commentaire du 2 novembre

La crise de l'endettement spolie les citoyens et ne peut être une solution

Une des plus importantes sociétés de conseil en entreprise du monde, le «Boston Consulting Group» (BCG), vient de publier une étude dans laquelle elle évoque les moyens de rembourser au moins en partie les dettes souveraines accumulées en Europe. Ses experts partent de l'idée que les tentatives actuelles de sauvetage sont vouées à l'échec et que ce sont les citoyens des différents Etats qui paieront la note.

Le reste de l'étude se contente de données mathématiques. Ainsi on

recommande au gouvernement allemand de ponctionner les contribuables de 11% de leurs avoirs (en plus des impôts usuels) sous la forme d'un «impôt extraordinaire» afin de ramener la dette souveraine à un niveau non critique. Les Français devraient abandonner 19% de leur fortune, les Italiens 24%, les Grecs (avant la restructuration de la dette) 47%, les Espagnols 56% et les Portugais 57%.

Source: Vertrauliche Mitteilungen n° 3951 du 1/11/11

sur les réactions dans les rédactions de l'UE concernant l'éphémère projet du Premier ministre grec de faire voter le peuple sur son nouveau plan de rigueur: «Vouloir demander son avis au peuple est une menace pour l'Europe. C'est le message des marchés et depuis 24 heures également celui des politiques. Nous vivons l'effondrement de la pensée républicaine».

En novembre 1932, des patrons importants de l'industrie allemande écrivirent une lettre au président du Reich von Hindenburg: «Nous approuvons, comme votre Excellence, la nécessité d'un gouvernement indépendant des partis parlementaires tel que votre Excellence le prône sous la forme d'un cabinet présidentiel.» Et à la fin de la lettre les industriels demandaient de confier la chancellerie à Adolf Hitler. Ce dernier a représenté le point le plus noir de cette partie de l'histoire allemande où un petit nombre de personnes voulurent décider de la voie à suivre par le pays. Ce fut la voie de l'autoritarisme machiavélique et dépourvu d'éthique politique d'un petit cercle qui n'avait aucun égard pour le peuple.

Aucun concept honnête de l'avenir politique allemand ne peut se fonder sur des considérations de politique de puissance dans une vision de «nouvel ordre mondial». L'histoire impose à chaque Etat, à chaque peuple de n'accepter qu'une politique répondant aux critères de l'éthique politique. En font partie en premier lieu le respect et l'approfondissement du droit, un droit qui respecte tous les Etats, tous les peuples et tous les humains. Le renforcement de la démocratie en est le meilleur garant.

A nos lecteurs

hd. Nous désirons vous rendre attentifs à la publication sur Internet d'une version française du «Projet de traité établissant le Mécanisme européen de stabilité (MES)» dont la traduction a été réalisée par HaOui d'après la version originale anglaise:

<http://www.haoui.net/newsletter/2011/octobre18/exclusivite/MES.pdf>

Introduction de HaOui: «Imaginez une autorité nouvelle qui demande, quand elle le veut, aux Etats de payer dans les 7 jours des montants non plafonnés. Une autorité qui peut accuser sans être accusée. Une autorité dont les dirigeants et employés bénéficient de l'immunité. Une autorité qui ne peut pas être attaquée par les tribunaux. Des gouvernements qui ne peuvent plus revenir sur les engagements pris par leurs prédécesseurs auprès de cette autorité. Une autorité non élue qui détiendrait dans une seule main les caisses des Etats européens. Et bien cette autorité est en cours de création. Elle s'appelle le MES, le «Mécanisme européen de stabilité» qui devrait entrer en vigueur en 2013. Vous n'en avez jamais entendu parler? HaOui s'est procuré la version anglaise de ce traité en cours de ratification et vous propose en exclusivité sa traduction, car opacité oblige, sa version française n'est pas diffusée...»

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.–
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.–
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.–
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.–
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Batailles de propagande: les médias décident des guerres

par Rostislav Ichtchenko*

La responsabilité sociale et politique des médias est au centre du «Forum des médias européens et asiatiques» de deux jours qui commence aujourd'hui à Astana, capitale du Kazakhstan.

Il sera question des crises politiques dans le monde arabe, des révolutions «colorées» de ces dernières années et de nombreux conflits de moindre importance.

Dans le monde moderne, ce ne sont plus les armes qui jouent un rôle décisif dans l'incitation à la violence. Aujourd'hui la capacité des pays à utiliser avec succès l'arme de l'information est plus importante.

«Les mauvaises langues sont plus redoutables que les pistolets» (Griboïedov)

L'Occident a gagné la Troisième Guerre mondiale (la guerre froide), qui s'est terminée par l'effondrement de l'Union soviétique grâce à l'arme de l'information, nouvelle à l'époque. Aujourd'hui, cette Troisième Guerre mondiale est dans sa seconde phase: les affrontements peuvent durer des mois, voire des années et les parties au conflit se livrent avant tout des batailles de propagande. Des petits engagements militaires, comme la guerre russo-géorgienne de 5 jours en août 2008, le printemps arabe ou la tragédie libyenne, ont fourni le prétexte à de nouvelles campagnes de propagande.

On savait déjà que la propagande jouait un rôle important dans les guerres. *George Washington* et *Napoléon*, *Simon Bolivar* et *Abraham Lincoln*, *Lénine* et *Staline*, *Churchill* et *Hitler*, *Mao Zedong* et *Fidel Castro* surent utiliser cet instrument, mais jusqu'à la fin des années 1970, la propagande a eu un rôle secondaire. Les victoires étaient encore gagnées directement sur les champs de bataille.

Les technologies de l'information se sont développées de plus en plus vite et l'importance de l'information a augmenté, si bien que la propagation de l'information fait partie des opérations de guerre, qu'on le veuille ou non, qu'on le comprenne ou non.

Cela dit, il est tout à fait secondaire qu'en tant que journaliste on soutienne une des parties au conflit ou qu'on décrive une situation de manière «neutre». Il est même secondaire que l'on choisisse d'écrire des articles politiques ou des textes littéraires. En réalité, n'importe quel mot répandu dans la presse écrite ou sur Internet peut être utilisé comme une arme.

La propagande est plus importante que la victoire

Naturellement, ce sont les reportages politiques qui ont le plus fort potentiel destructeur. Aujourd'hui, ils permettent même de modifier le cours des vraies guerres. Peu importe qui est vainqueur: ce qui compte, c'est ce que les médias racontent. On s'est rendu compte de l'influence des médias en Russie en 1993. A l'époque, le président *Boris Eltsine* a dissout le Parlement de manière illégale, imposé un amendement de la Constitution et obtenu ainsi le pouvoir presque absolu. Toutefois, il a été considéré dans le monde entier comme un «démocrate». Il s'est passé une chose semblable en 2004 lors de la «Révolution orange» en Ukraine. Le coup d'Etat a été qualifié de «révolution populaire» et ses instigateurs de «démocrates».

Dans les deux cas, la réalité n'avait rien à voir avec l'illusion présentée par les médias. Mais l'illusion était si impressionnante qu'en 2004, à Kiev, de nombreuses personnes avaient «vu de leur propres yeux un déplacement des forces spéciales russes» dont la mission était apparemment de protéger le président ukrainien contre les attaques des masses populaires «oranges». Les prétendus «témoins oculaires» parlaient de types d'avions, de numéros de vols, de nombre de véhicules dans des convois que les soldats russes auraient conduit de l'aéroport de Borispol à Kiev, de numéros de troupes et même des noms de leurs commandants avec lesquels ils avaient même parlé. Or il n'y a pas eu de forces spéciales à Kiev mais on le croyait puisqu'elles avaient été «vues», ou, plus précisément, parce que les médias ukrainiens en avaient parlé.

L'effet d'armes de destruction massive des médias est d'autant plus fort que parmi le flot d'informations actuel, on ne peut pas toujours faire la différence entre la vérité et le mensonge. Lorsqu'on dispose de plusieurs sources d'information sur un sujet, on doit décider soi-même laquelle on va croire. En effet, les photos ou les vidéos des lieux où se produisent les événements, les déclarations des «témoins oculaires», les faits impossibles à réfuter, les commentaires des politiques et des experts peuvent être vrais ou faux. On ne peut jamais être tout à fait certain.

Après la tragédie libyenne qui s'est déroulée devant les yeux de la communauté internationale, chacun peut décider si *Kadhafi* était un dictateur ou la victime d'un «acte d'agression impérialiste», s'il a vraiment été capturé et tué ou s'il se cache encore quelque part dans le Sahara. Son cadavre exposé dans la chambre froide d'un supermarché de Misrata ne peut convaincre personne. Il suffirait de quelques informations sur le fait que *Kadhafi* ait miraculeusement échappé aux rebelles pour mobiliser des milliers de ses partisans en sa faveur.

Un blogueur peut remplacer un gouvernement

Nous vivons tous dans une réalité de l'information et ne sommes plus en mesure de distinguer la vérité du mensonge. C'est une conséquence du développement technologique d'une part et d'autre part de la nécessité de réagir à l'effet des nouvelles armes de destruction massive qui atténuent l'effet des armes traditionnelles.

Cette guerre est permanente, mais elle a lieu dans l'univers de l'information. Dans cette guerre, chacun se bat contre chacun. Depuis la fin de la guerre froide, l'affrontement entre l'Ouest et l'Est continue mais dans de nombreux conflits internationaux, nationaux, personnels, confessionnels, partisans et autres. Il s'est passé quelque chose qui aurait été impossible autrefois: Théoriquement, un journaliste célèbre ou un blogueur peut déclencher une guerre de l'information comme s'il était l'appareil de propagande de tout un Etat. Son succès ne dépend pas seulement de sa capacité à prendre le contrôle d'un ou de plusieurs médias mais avant tout du nombre de ses lecteurs (presse écrite ou Internet). Quand une personne est capable de gagner la confiance de l'humanité tout entière, elle constitue une sorte de «gouvernement mondial». Tous les gouvernements,

toutes les autorités ne jouent qu'un rôle secondaire, qu'ils aient été élus ou nommés.

Comme aujourd'hui les lecteurs ne sont guère en mesure de faire le départ entre la vérité et le mensonge, la croyance, ou mieux l'adhésion à des arguments fournis par les médias prend la première place dans les médias. Comme le citoyen lambda a tendance à se joindre à l'opinion de la majorité, il «suffit» qu'il ait l'illusion d'appartenir à la majorité. Telle est la mission la plus importante des médias.

Les médias constituent de nouvelles «nations»

C'est ce qui explique la naissance de nombreux mouvements séparatistes et nationalistes. Les nouvelles «nations» ne se créent pas sur la base de parentés ou de liens territoriaux, c'est une illusion. Elles naissent à partir d'une base idéologique et informelle. Aussi n'est-il pas étonnant que le mouvement nationaliste ukrainien ne soit pas mené par des formations ethniques néofascistes mais par des partis internationaux intégrant des Arméniens, des juifs, des Russes et des personnes d'autres nationalités. Le nationalisme des Tatars de Crimée est intégré dans le paradigme nationaliste ukrainien où il représente un élément autonome du nationalisme ukrainien. De fait, tous les partis nationalistes ukrainiens défendent les intérêts des Tatars de Crimée au niveau de l'Etat alors que les Tatars garantissent aux nationalistes une base en Crimée.

De nos jours, un nationaliste démocrate ukrainien est un individu qui vit en Ukraine (bien qu'il n'y soit pas nécessairement né) et qui, sous l'influence de la propagande, a décidé que son devoir sacro-saint était de parler ukrainien pour la seule raison qu'il vit en Ukraine. Il porte le costume national ukrainien, se moque des Russes parce que les démocrates européens ne veulent pas avoir de relations étroites avec eux et rêve qu'un Messie va venir et rendra possible l'intégration européenne de l'Ukraine, ce qui «fera le bonheur de tous».

Ces nouvelles «nations» naissent dans les régions où les politiques n'acceptent pas la position d'un grand mouvement politique et ne peuvent pas le forcer à adopter leur propre position mais ont le moyen d'influencer l'information. En Ukraine, il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas accès à Internet et donc aux médias russes et internationaux. Dans ces circonstances, une nouvelle

«nation» peut naître que l'on a nourrie d'informations dans ce sens.

Mais quand cet espace d'informations éclate, les fondements servant à attiser le nationalisme disparaissent. Toutefois, il faudrait tenir compte du fait que pour la plupart de ses utilisateurs, Internet n'apporte pas d'informations politiques mais du divertissement. C'est la télévision qui continue de propager les informations et qui est donc responsable de l'état d'esprit politique. C'est pourquoi les militants d'Internet ne sont pas en mesure de pénétrer dans le système fermé d'une «nation d'information». Ils n'en ont tout simplement pas les moyens.

Qui gagne les guerres de l'information?

Aujourd'hui, seuls des Etats en sont capables, qu'ils agissent directement ou par le biais d'ONG, de multinationales, etc. Au niveau mondial, seuls les Etats-Unis ont jusqu'ici prouvé leur capacité à collaborer avec les médias et des blogueurs. La Russie et la Chine défendent aussi avec plus ou moins de succès leurs «nations d'information» mais elles n'ont pas une capacité offensive efficace dans ce domaine. Les autres pays restent assez passifs dans les batailles de propagande mondiales.

Mais une guerre, également une guerre d'information, ne peut pas être gagnée uniquement en repoussant les attaques. Le monde se trouve maintenant dans une phase importante: les partisans d'une conception eurasiennne peuvent probablement encore passer à l'attaque. Le moment est favorable car les Etats-Unis, en raison de la crise et de la mauvaise politique militaire des dix dernières années (trop souvent Washington a choisi l'option militaire plutôt qu'une propagande intelligente), ne sont pas au meilleur de leur forme, d'autant plus que leurs médias ont perdu la confiance de la communauté internationale. Afin d'améliorer la situation, Washington aura besoin d'au moins deux à trois ans. Dans l'intervalle, certains pays peuvent profiter de l'occasion. Sinon cet affrontement pourrait durer encore longtemps et prendre diverses formes mais son résultat est d'ores et déjà évident.

* Rostislav Ichtchenko est président du Centre ukrainien d'analyse et de pronostic systémiques.

Source: RIA Novosti du 21/11/11
(Traduction *Horizons et débats*)

Hambourg: le compteur des dettes et le compteur des capitaux privés

Le capital monétaire allemand peut aider dans la crise des dettes publiques

km. «Alors que les caisses publiques sont vides et qu'il faut serrer toujours davantage la ceinture, les capitaux privés augmentent à Hambourg de 22 717 euros par minute.» C'est ce que la «Hamburger Post» publia le 21 novembre. Contrairement au compteur des dettes du *Hamburger Steuerzahlerbund* [Association de contribuables de Hambourg], la *Confédération allemande des syndicats* (DGB) a présenté hier son compteur des capitaux privés – qui commence son travail ponctuellement au moment même des délibérations budgétaires au Parlement hambourgeois.

Les chiffres sont vertigineux: les capitaux privés s'élèvent à Hambourg à 210 milliards d'euros et sont ainsi huit fois plus élevés que les dettes de la ville qui se montent à 25 milliards d'euros. Un déséquilibre que la DGB veut enfin aplanir au moyen d'un impôt sur la fortune. Le chef de la DGB, *Uwe Grund*, déclare qu'«on cesserait ainsi d'un coup de se lamenter sur la détresse budgétaire». Les syndicats pensent que grâce à un tel impôt, Hambourg encaisserait jusqu'à un milliard d'euros par an. On peut relever le montant des capitaux privés dans le foyer de la maison des syndicats. On peut également consulter son niveau actuel sur Internet à l'adresse suivante: www.hamburg.verdi.de.

Ce qui vaut pour Hambourg, vaut en principe pour toute l'Allemagne. Les dettes publiques du Bund, des Länder et des communes, qui s'élèvent actuellement à plus de 2 billions d'euros, s'opposent à des capitaux privés (sans valeur matérielle) qui se montent en ce moment à 4,9 billions d'euros (état: octobre 2011, données selon www.crp-info-tec.de/01deu/finnazen/privat_vermoegen.html).

Le 23 novembre 2011 entrera peut-être dans l'histoire comme le jour où il s'est avéré évident que l'amortissement des dettes ne pouvait pas continuer indéfiniment par de nouveaux endettements auprès des mêmes instituts financiers internationaux (qui possèdent notamment la plus grande part des emprunts d'Etats allemand). Le 23 novembre, la *Deutsche Finanzagentur* (Agence allemande de financement), responsable de l'approvisionnement d'argent nouveau pour l'Etat, n'était plus capable de trouver suffisamment d'acheteurs pour les emprunts d'Etat allemands qui jusque-là valaient comme investissement monétaire sûr. Le 25 novembre, le quotidien «Die Welt» écrit à ce sujet: «La crise européenne des dettes ronge le cœur de l'Union monétaire. Après que les obligations d'autres pays européens

dans les semaines précédentes, aient rencontré chez les investisseurs un intérêt toujours plus restreint, mercredi, cela a touché aussi l'Allemagne – qui était jusque-là l'ancre de stabilité de la zone euro.»

On peut réfléchir sur les raisons de cette réserve de la part des investisseurs financiers. Peut-être que la «guerre monétaire» vise maintenant de front l'Allemagne. On peut aussi réfléchir sur le fait de ne plus miser à l'avenir sur le capital financier international, mais de devenir indépendant de celui-ci, et au lieu de cela, d'aborder le problème par ses propres moyens. Il existe assez d'argent en Allemagne.

Mais il ne s'agit pas que l'Etat s'approprie au moyen de taxes obligatoires les capitaux privés des citoyens. Il existe de tels plans, par exemple chez les *Verts*, la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» en a parlé le 4 septembre. La contrainte n'est pas le bon moyen pour renforcer la liberté, la justice et la démocratie en Allemagne.

Il est beaucoup plus urgent de réfléchir à ce qui suit: Que faut-il pour que les citoyennes et citoyens, en tant que citoyens conscients, reprennent activement la responsabilité envers leur communauté? Cela

Suite page 8

La BRI, création de banquiers internationaux

ts. Dans son étude intitulée «La Suisse avant et pendant la Seconde Guerre mondiale», Christian Favre donne un aperçu des dessous réels et complexes de la Seconde Guerre mondiale. Il offre à tous nos contemporains vigilants un correctif bienvenu à la falsification de l'histoire opérée par le Rapport Ber-



ISBN 978-2-35508-841-4

gier, par exemple. Il s'agit également d'un complément au livre éclairant et réconfortant de *Gotthard Frick* «Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933-1945» (cf. *Horizons et débats* n° 30 du 25/7/11).

Les traités de Versailles à la fin de la Première Guerre mondiale étaient durs, trop durs, de l'avis non seulement de tous les historiens actuels, mais aussi de nombreux contemporains déjà comme le socialiste français *Aristide Briand*. Pour lui, ce n'était pas une politique de paix. N'y avait-il pas là déjà le germe d'une autre guerre qui mettrait le pouvoir mondial entre de nouvelles mains, surtout celles des Anglo-Saxons?

Ce sont des banquiers internationaux qui fondèrent, à Bâle, la Banque des règlements internationaux (BRI) au nom anodin. Leur objectif était de faire de l'Allemagne une vache à lait, de la traire et de permettre aux nationaux-socialistes de mettre sur pied une armée puissante. Le fait que plus de 100 sociétés britanniques et américaines en profitèrent – et cela aussi pendant la Seconde Guerre mondiale, en violation de la Loi américaine sur le commerce avec l'ennemi («Trading with the Enemy Act») – est choquant et a déjà été prouvé minutieusement par l'historien américain *Herbert R. Reginbogin* dans sa vaste étude intitulée «Guerre et neutralité :

les neutres face à Hitler». Et cela bien que la plupart des documents concernant la Seconde Guerre mondiale soient encore classifiés aux Etats-Unis. En ce qui concerne la BRI – qui est trop souvent appelée «cette banque de Suisse» et associée aux banques suisses, bien qu'elle ait été fondée par des banquiers

internationaux et que ce soit uniquement par hasard que son siège se trouve à Bâle – il serait très souhaitable que la Loi américaine sur la liberté de l'information («Freedom of Informations Act» – FOIA) permette de mieux connaître la structure et le fonctionnement de cet instrument de la haute finance. •

L'attitude des Américains lors du traité de Versailles est très révélatrice. Voici ce qu'en a rapporté le comte *Robert Capelle*. Les Belges désiraient obtenir rapidement une réparation de guerre, voici la réponse américaine:

«Pourquoi ne nous soutenez-vous pas dans la mesure où vous nous avez témoigné de la sympathie pendant la guerre? – Les Américains, me répond-il avec franchise ou naïveté, sont des idéalistes et des marchands: par idéalisme, nous nous refusons à prolonger toute espèce de ressentiment né de la guerre; par mercantilisme, nous entendons être remboursés au plus tôt des milliards et dépenses de guerre. Ce but ne peut être atteint que par le plein travail de nos débiteurs, les Européens, et en premier

lieu les Allemands. Nous repoussons donc a priori tout ce qui pourrait handicaper l'industrie allemande: indemnités de guerre exagérées, privation de matières premières, maintien de listes noires, invasion du marché allemand par les produits alliés.»

Certains de mes compatriotes vont plus loin encore: ils voudraient que les vingt-cinq premiers milliards d'indemnités payées par l'Allemagne fussent affectés au paiement de matières premières destinées à l'industrie allemande.» (Comte Robert Capelle, *Versailles 1919, Histoire de notre temps*, 1968)

(Christian Favre, «La Suisse avant et pendant la Seconde Guerre mondiale», Lyon 2011, p. 16 sq.)

«S'ils savaient... que c'était loin encore d'être la paix»

A la fin de la Première Guerre mondiale, voici ce que pensait le socialiste français *Aristide Briand*:

«Comme tous les Français, j'avais participé à la liesse populaire, tout au long de cette journée inoubliable du 11 novembre 1918. Toutefois, en même temps, je n'avais pas non plus cessé d'être le siège d'un sourd malaise. Pourquoi donc ce cœur gros? Je ne me complais pas, de façon générale, en délectations moroses. Mais en regardant, levés vers moi, au Palais Bourbon, ces visages hilares, excités, enthousiastes, je pensais étrangement: «S'ils savaient...»

S'ils savaient quoi? C'était encore confus dans ma pensée. Savaient que rien n'était fini. Que l'arrêt des com-

bats n'était encore qu'une trêve, qu'un entracte. Que c'était loin encore d'être la paix. Que celle-ci dépendrait, pour s'établir et se consolider, de la façon dont on allait s'y prendre maintenant avec l'Allemagne. Or, ce que je voyais poindre, en cette journée de fièvre, ce n'était pas une politique de paix. Ce que je voyais éclater, dans cette foule en délire, c'était l'ivresse sans doute de la délivrance, mais plus encore une ivresse de vengeance. *Vae victis!* On va leur faire voir, aux Boches! Sous la pression de cet appel, le vaincu serait mis à terre, sous le talon. Outre ses armes, on lui arracherait ses biens, ses territoires, sa propre peau. Or, quelle nation – à moins d'être réduite en cendres – supporterait ce traitement à la

longue? Laquelle ne finirait par se jeter dans la révolte?»

Briand, comme *Churchill* mais contrairement à *Clemenceau*, pensait qu'il était loin d'être sage de vouloir saigner à blanc l'Allemagne déjà complètement ruinée. Le moins qu'on puisse dire est que l'avenir ne leur donnera pas tort. *Mussolini* avait la même vision. Les Américains, venus en renfort, avaient bien l'intention, eux aussi, de faire payer leur déplacement. Le traité de Versailles imposait à l'Allemagne de verser un montant de 123 milliards de DM or et à donner annuellement 26% de ses exportations. De telles exigences ne pouvaient que ruiner encore plus le pays, ce qui arriva. Mais au lieu d'adapter le montant au potentiel de l'Allemagne,

en permettant petit à petit à l'industrie de fonctionner, c'est une tout autre solution qui allait voir le jour. En effet, des banquiers internationaux créèrent en Suisse, à Bâle, la «Banque pour les règlements internationaux». Ce plan, mis en place sous le nom de plan Young, succéda au plan Dawes. Ce système établi en 1923 permit à l'Allemagne nazie de financer son réarmement; plus d'une centaine d'industries américaines participèrent ainsi en cachette au réarmement de l'Allemagne et ceci aussi durant la guerre.

(Christian Favre, «La Suisse avant et pendant la Seconde Guerre mondiale», Lyon 2011, p. 15 sq.)

L'art de la simplicité, une autre compréhension de l'économie

par Nicole Duprat, enseignante, France

La mise à distance des biens de consommation n'est pas synonyme d'une vie triste, bien au contraire, elle rend libre de toute forme de servage économique dans lequel nombre d'idéologies et de modèles de société essaient de nous enfermer voire de nous étouffer. Travailler plus pour gagner plus comme travailler moins pour dépenser plus ne sont que des mensonges de plus, dans un système économique dominé par des jeux spéculatifs qui ne correspondent pas à la production de richesse des entreprises. Ne soyons pas le jouet des financiers qui se prosternent devant le Veau d'or! A quoi cela sert-il de travailler plus pour que ou pendant que d'autres travaillent moins et s'enrichissent honteusement sans souci d'une juste répartition des biens.

De plus, méfions-nous de la rapidité. Notre société moderne est hantée par la vitesse, comme celle des Grecs l'étaient par la Beauté et celle des Egyptiens par le durable. On veut aller vite dans tous les domaines. On prétend mesurer l'intelligence à la rapidité des réac-

tions, sans se rendre compte qu'on finit par robotiser les individus, en les faisant adhérer à une logique d'accumulation. C'est favoriser les associations d'idées superficielles «acheter parce que vu à la télé» et entraver la réflexion.

Avez-vous entendu parler de la manière dont est déterminée à Wall Street la santé d'une entreprise? Principalement par ses «quarter results», ses bénéfiques trimestriels. Cette dérive déplorable vers le profit immédiat ou à court terme a son origine dans l'Ecole de Chicago de *Milton Friedman* «La seule responsabilité de l'entreprise c'est l'enrichissement de ses actionnaires.» Une aberration complète et un critère médiocre pour évaluer la qualité d'une entreprise. Il faut en finir avec la pensée unique de *Milton Friedman* que beaucoup de «Business school» continuent à enseigner.

Comme l'affirmait *Alexis de Tocqueville*: «Ce qui met en danger la société, ce n'est pas la grande corruption de quelques-uns, c'est le relâchement de tous.»

térêt. La majorité des gens feront en principe preuve de bonne volonté. Une telle volonté est notamment l'expression d'un sens communautaire et civique sain. En même temps, il faut que la classe politique commence à considérer les citoyens comme des citoyens à part entière et à leur parler honnêtement et d'égal à égal. La classe politique doit descendre de son cheval. C'est seulement cela qui créera la nouvelle confiance nécessaire et éveillera la volonté d'accorder la priorité au bien commun en tant que citoyen. En principe, cela vaut aussi pour les autres Etats européens. •

Revenir à l'art de la simplicité, c'est faire des choix entre les vrais besoins et les désirs inutiles. «The less is more...» Une tempérance authentique nous aide à faire des choix concrets à l'égard des biens, nous fait discerner entre l'essentiel et l'accessoire et n'accorde aucune place aux frivolités et au luxe!

Comprendre autrement l'économie c'est réfléchir aussi ensemble comment éviter les prix élevés, le gaspillage à petite comme à grande échelle, la surconsommation généralisée surtout dans les pays nantis du G8. Par exemple, pourquoi ne pourrait-on pas construire des systèmes d'irrigation qui permettraient de recueillir l'eau de pluie pour laver la voiture ou arroser le jardin au lieu d'utiliser l'eau du robinet?

Dans le domaine de la production agricole, la pensée dominante veut que pour répondre au doublement de la demande alimentaire dans les décennies à venir, qu'il soit nécessaire d'augmenter la production. Il serait plus raisonnable de chercher d'abord à réduire le gaspillage! Selon une enquête du «Parisien» et «Aujourd'hui en France», on jette chaque seconde en France 38 kilos d'aliments encore tout à fait consommables. On jette de tout et un tiers de ce qui finit dans la poubelle est encore emballé! Voilà pour la France – mais l'*Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation* a fait sa propre estimation, cette fois au niveau mondial. Et là aussi le bilan est effarant! Un tiers de la nourriture produite chaque année sur la planète ne finit pas dans une assiette mais dans une poubelle, ce qui représente plus d'un milliard de tonnes de denrées perdues ou gaspillées – constat d'autant plus choquant que plus d'un milliard de personnes souffrent de malnutrition dans le monde!

Et justement pour éviter d'en appeler à la poubelle, il est primordial de réapprendre l'art de la conservation: les poivrons se gardent mieux dans un sac en papier, pour éviter que les pommes de terre germent, il faut les entreposer dans un endroit sombre avec deux pommes et pour raviver la couleur ternie de certains de nos habits, rien de tel qu'une cuillère à soupe de vinaigre dans une bassine d'eau dans laquelle on les fait tremper toute la nuit.

Au risque de choquer certains, dans nos sociétés opulentes, la «pauvreté» n'est pas la misère. Simplifier sa vie, c'est l'organiser en fonction de l'Etre et non pas de l'Avoir. Disposer d'une garde-robe simple, fonctionnelle, en accord avec notre mode de vie et notre travail, n'est pas un problème pour ceux qui ne cherchent pas à paraître et à briller dans le faste des mondanités. La mode n'est pas une référence qui doit imposer son diktat aux jeunes pour les transformer en «fashion addicts». Effectivement, parce qu'on ne correspond aux normes marchandes, on peut facilement se faire pointer du doigt parce que nos baskets, nos sacs, nos vêtements ne sont pas estampillés d'une marque célèbre ou du nom d'un couturier en vogue. Dans la tâche éducative, il n'est pas toujours aisé pour les parents de faire comprendre à leur progéniture que vivre une certaine frugalité dans une société d'abondance conduit inévitablement à être marginalisé.

Pourtant vivre en marge, c'est connaître une vraie joie à être libre de contraintes artificielles, c'est surtout ne pas subir la tyrannie du matérialisme ambiant qui multiplie l'idolâtrie des biens à une puissance vertigineuse en sollicitant l'appétit de consommation au détriment de l'équilibre donné par la sobriété. •

«Hambourg: le compteur»
suite de la page 7

ne peut se dérouler que librement et démocratiquement. Concrètement, cela veut dire: essayer de convaincre plus fortement, mais aussi de manière plus honnête que jusqu'à présent, les citoyennes et citoyens qui possèdent des capitaux privés considérables, afin qu'ils mettent à la disposition de l'Etat une partie de leur argent en tant que prêt pour l'amortissement des dettes – et cela pour une durée prévisible et pour un taux d'intérêt minime, voire même sans taux d'in-